

Entretien avec M. Etienne Poda, Alliance nationale contre la faim au Burkina Faso



1- Comment le Burkina Faso a-t-il fait face à la hausse des prix alimentaires en 2008 ? A-t-on davantage souffert dans les villes ou dans les zones rurales ? Quels ont été les groupes les plus affectés par la crise ? Ces groupes peuvent-ils espérer voir leur situation s'améliorer en 2009 ou alors pensez-vous que leur situation s'aggraverait encore ?

La crise alimentaire a frappé le Burkina comme les autres pays de la sous-région. Le gouvernement a pris des mesures d'allègement fiscal sur les importations de produits alimentaires, surtout le riz importé, le lait et les produits laitiers. Cela s'est traduit par une réduction des droits de douane et de la TVA sur les denrées alimentaires de grande consommation. Malheureusement les commerçants n'ont pas respecté cet allègement fiscal. Le sac de 50kg de riz importé a augmenté de 12 000 F CFA à plus de 20 000 F CFA sur les marchés, soit une augmentation de plus de 60%. Le kg de lait en poudre importé est passé de 2 500 F CFA à plus de 3 500 F CFA soit plus de 40%. Rien n'a été tenté pour faire respecter les mesures de réduction de la fiscalité qui devaient se traduire par un allègement des prix des denrées importées au niveau des consommateurs. Les commerçants n'ont pas été inquiétés. Des ménages ont supprimé le lait et les produits laitiers de leur consommation.

La crise a été beaucoup plus ressentie en ville qu'à la campagne car c'est dans les marchés urbains que l'on trouve les produits alimentaires importés.

Les produits alimentaires locaux n'ont pas subi de fortes hausses de prix. Il faut savoir que même à la campagne les populations sont souvent ravitaillées grâce à la solidarité africaine des parents salariés qui vivent et travaillent en ville. Par conséquent les effets de la crise alimentaire ont frappé tous les milieux.

Au regard de la bonne saison pluvieuse qui s'est traduite par de bonnes récoltes, nous pensons que la situation peut s'améliorer si le gouvernement limite les spéculations des commerçants sur les denrées alimentaires.

2. Pourriez-vous me décrire brièvement les principales initiatives prises par l'Alliance Nationale du Burkina Faso en 2008 ? Quelle est l'expérience la plus réussie que vous souhaiteriez partager avec d'autres alliances ?

L'alliance nationale à travers ses organisations membres a continué ses actions de plaidoyer en faveur des plus démunis. Elle a participé aux rencontres de réflexion et de concertation sur la situation alimentaire organisées par le gouvernement ou les organisations de la société civile. L'OCADES Caritas Burkina (Organisation catholique pour le développement et la solidarité) qui est la Caritas burkinabè, a organisé avec ses partenaires dans certaines régions des opérations de distribution de semences et d'engrais aux populations démunies et en manque d'intrants pour rattraper la campagne agricole. Cela a permis à de nombreux ménages de produire et de se mettre à l'abri de l'insécurité alimentaire.

Cette initiative a également été mise en œuvre par le gouvernement du Burkina Faso qui a distribué des semences et subventionné les engrais pour les producteurs de produits vivriers.

3. Que faudrait-il faire pour renforcer l'influence et l'impact de l'Alliance du Burkina ?

Pour renforcer l'influence et l'impact de l'alliance du Burkina Faso, je pense que des efforts doivent être faits pour le renforcement des capacités en plaidoyer et en communication des membres de l'alliance. Pour être plus efficace, au-delà des ateliers classiques de formation il faut plutôt doter l'alliance nationale de capacités de collecte et d'analyse des données sur la situation alimentaire et l'accès à l'alimentation en milieu rural et urbain au Burkina Faso. En un mot il est nécessaire de créer et de gérer une base de données afin de contribuer efficacement au plaidoyer pour la prise en compte des besoins des plus défavorisés portant sur une meilleure production et un meilleur accès aux ressources

alimentaires. L'alliance devrait avoir les moyens de commanditer des études ou des évaluations d'impact des programmes alimentaires du gouvernement afin de proposer des solutions concrètes pour des politiques et des programmes plus efficaces.

4- Avez-vous des suggestions à faire pour renforcer la communication et l'interaction entre alliances et avec l'Alliance internationale ?

La communication actuelle est très faible entre les Alliances nationales et avec l'Alliance internationale. Nous communiquons très peu entre nous. On ne se rencontre que rarement, à l'occasion de réunions internationales, pourtant ces rencontres sont essentielles pour améliorer l'échange des expériences et pour mettre en œuvre une stratégie commune visant à mobiliser les ressources des alliances nationales et leur accès aux fonds internationaux. Le nouveau site de l'ÁICF pourrait être un vecteur puissant à travers lequel les alliances nationales auront une opportunité de partager les documents et informations, ainsi que de participer directement aux discussions qui seront mises en place en 2009 en forme de forum électronique.